

La Banque Scotia affiche de solides résultats pour le troisième trimestre

Chiffres clés du troisième trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Revenu net de 733 millions de dollars contre 626 millions de dollars, une hausse de 17,2 %
- Bénéfice par action (dilué) de 0,71 \$ contre 0,60 \$, une augmentation de 18,3 %
- Rendement des capitaux propres de 19,4 % contre 17,7 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 11,3 % contre 10,6 %

Toronto, le 31 août 2004 – La Banque Scotia a enregistré de solides résultats au troisième trimestre de 2004 avec un revenu net de 733 millions de dollars, en progression de 17,2 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2003, sous l'impulsion d'une solide contribution des trois grands secteurs d'activité de la Banque. Le bénéfice par action (dilué) s'est établi à 0,71 \$, en hausse de 18,3 % par rapport à 0,60 \$ au troisième trimestre de 2003.

« La Banque Scotia a continué à tirer profit de la stratégie de diversification de ses trois solides plates-formes de croissance », a déclaré Rick Waugh, président et chef de la direction.

« De plus, la qualité du crédit a continué à s'améliorer. La provision pour créances irrécouvrables est à son plus bas niveau trimestriel depuis plus de cinq ans. »

« Au Canada, la croissance exceptionnelle du crédit hypothécaire et les solides résultats enregistrés dans nos autres activités de crédit aux particuliers nous ont permis d'enregistrer des gains dans un contexte de resserrement des marges causé par la faiblesse actuelle des taux d'intérêt. »

« Notre division des Opérations internationales a encore affiché de solides résultats dans toutes les parties du monde, tirés par la croissance des

activités et les acquisitions en Amérique latine et dans les Antilles, et par la réduction des pertes de crédit en Asie. »

« À Scotia Capitaux, l'amélioration de la qualité du crédit et l'accent mis sur la vente parallèle de produits autres que de crédit ont entraîné une augmentation du revenu net d'une année sur l'autre et une amélioration du RCP par rapport aux exercices précédents. »

« Au chapitre du capital, la situation de la Banque demeure très solide avec le coefficient du capital-actions corporel ordinaire le plus élevé des grandes banques canadiennes. Cette solidité de notre capital nous dote d'une extraordinaire flexibilité et nous permettra de continuer à accroître le rendement pour nos actionnaires, comme nous l'avons fait ces quatre dernières années en doublant notre dividende. »

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, le revenu net a atteint le montant record de 2 223 millions de dollars, comparativement à 1 817 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 22,4 %. Le bénéfice par action (dilué) a été de 2,13 \$, en hausse de 24,6 % par rapport à 1,71 \$ et le rendement des capitaux propres s'est établi à 20,2 % contre 17,2 %.

Résultats cumulatifs par rapport à nos objectifs pour 2004 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 16 % et 19 %. Au cours des neuf premiers mois, la Banque a obtenu un RCP de 20,2 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 10 % à 15 % par an. La croissance d'une année sur l'autre a été de 24,6 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %. La performance de la Banque a été de 55,3 %, l'une des meilleures du secteur financier.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 11,3 %, le coefficient du capital de catégorie 1 demeure parmi les plus élevés des banques canadiennes et toujours solide selon les normes internationales.

Données financières

Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

Pour la période de neuf mois terminée le

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
<i>(Non vérifié)</i>					
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 534	1 558	1 630	4 640	4 844
Revenu total (BMEF ¹⁾)	2 569	2 807	2 639	7 964	7 852
Provision pour créances irrécouvrables	50	130	200	350	773
Frais autres que d'intérêts	1 472	1 523	1 453	4 401	4 237
Provision pour impôts sur le revenu (BMEF ¹⁾)	264	313	291	828	812
Revenu net	733	786	626	2 223	1 817
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	727	780	616	2 191	1 756
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	0,72	0,77	0,61	2,17	1,74
Bénéfice dilué par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	0,71	0,75	0,60	2,13	1,71
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	19,4	21,8	17,7	20,2	17,2
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	57,3	54,3	55,1	55,3	54,0
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	2,15	2,21	2,28	2,18	2,23
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et valeurs mobilières	85 030	81 273	78 886		
Prêts et acceptations	182 248	179 887	179 577		
Total de l'actif	286 890	283 634	282 160		
Dépôts	201 133	197 641	190 284		
Actions privilégiées	550	550	800		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	14 981	14 857	13 933		
Biens sous administration	162 121	162 274	161 165		
Biens sous gestion	21 151	20 929	20 204		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	11,3	11,2	10,6		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	13,7	13,6	13,1		
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	9,5	9,4	8,7		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	155 516	155 679	157 191		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux après provision générale ⁴⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	(227)	(104)	317		
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 425	1 475	1 475		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ⁵⁾	(0,12)	(0,06)	0,18		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,22	0,30	0,43	0,30	0,55
Données sur les actions ordinaires					
Par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>					
Haut	36,88	37,45	32,19	37,45	32,19
Bas	32,90	33,38	27,52	31,08	22,28
Clôture	36,60	35,15	30,24		
Actions en circulation ²⁾ <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	1 008	1 011	1 010	1 010	1 009
Moyenne (diluée)	1 024	1 028	1 027	1 026	1 025
Fin de la période	1 008	1 009	1 012		
Dividendes par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	0,30	0,25	0,22	0,80	0,62
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,4	2,8	2,9	3,1	3,0
Ratio de distribution ⁵⁾ <i>(en pourcentage)</i>	41,6	32,4	36,1	36,9	35,7
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	36 899	35 452	30 605		
Valeur comptable par action ²⁾ <i>(en dollars)</i>	14,86	14,73	13,76		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,5	2,4	2,2		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,0	13,0	13,2		
Autres données					
Employés	44 253	44 294	43 869		
Succursales et bureaux	1 865	1 869	1 844		

Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'exercice en cours.

- 1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), voir les notes 2 et 3 à la page 10.
- 2) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.
- 3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaire des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque.
- 4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision pour créances irrécouvrables, y compris la provision générale.
- 5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Message à nos partenaires

Notre stratégie, pour l'ensemble du Groupe Banque Scotia, est de consolider nos relations avec nos clients actuels, d'attirer de nouveaux clients, de répartir efficacement nos capitaux et nos ressources humaines et de miser sur nos lignes de force – la satisfaction de notre clientèle, notre personnel, la diversification, le contrôle des frais, la gestion du risque et le rendement. Globalement, nous croyons que notre croissance, se poursuit grâce, principalement, aux revenus diversifiés et durables que génèrent nos trois grandes plates-formes de croissance – le Réseau canadien, Scotia Capitaux et les Opérations internationales.

Réseau canadien

Notre priorité pour le Réseau canadien est d'accroître le volume de nos activités et d'augmenter notre part de marché, en nous appuyant sur les plates-formes très performantes dont nous disposons. Nous croyons que notre réseau canadien, avec la vigueur de nos secteurs ventes et service et notre position de tête pour la satisfaction de nos clients et de nos employés, nous donne les moyens d'atteindre nos objectifs. Au cours des derniers trimestres, nous avons enregistré des gains importants en matière de part de marché, en particulier dans les prêts hypothécaires à l'habitation et les dépôts de base. Par ailleurs, un sondage indépendant nous a placés au premier rang des grandes banques au Canada pour la satisfaction professionnelle des directeurs de comptes.

Scotia Capitaux

À Scotia Capitaux, nous avons mis en place les processus et les pratiques propres à gérer efficacement la qualité de notre crédit. Ces mesures ont en partie contribué à la baisse récente des provisions spécifiques.

Nous sommes également à la recherche de nouveaux secteurs de croissance, en particulier de sources de revenu autres que le crédit, et de régions d'où nous pourrions commencer à offrir certains produits à l'échelle internationale. Ceci nous permet tant au Canada qu'aux États-Unis, de nous appuyer sur nos relations de longue date avec nos clients, ce qui a donné lieu à un rendement sur les capitaux propres bien supérieur à ceux des années précédentes.

Opérations internationales

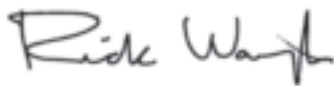
Pour ce qui est de nos Opérations internationales, nous sommes persuadés qu'il existe d'importantes opportunités de croissance dans nombre de marchés, compte tenu de la sous-utilisation des services financiers, la croissance économique généralement plus élevée et la jeunesse des populations.

Nous ciblons principalement le Mexique – où nous enregistrons une hausse des prêts et des dépôts – ainsi que certaines parties des Antilles et de l'Amérique centrale. Nous croyons également qu'à plus long terme, l'Inde, la Chine et la Malaisie offrent un bon potentiel de croissance.

Perspectives économiques

L'amélioration de la performance économique mondiale et la hausse du prix des produits de base que nous connaissons cette année soutiennent les perspectives canadiennes. En 2005, la croissance à l'échelle mondiale devrait ralentir et reprendre un rythme plus mesuré, car les pressions inflationnistes naissantes et la faiblesse du dollar US contribueront à la hausse graduelle des taux d'intérêt.

La perspective d'une croissance économique soutenue liée à la diversification et à la solidité de ses activités de base aident le Groupe Banque Scotia à continuer à présenter d'excellents résultats à ses principaux partenaires – ses actionnaires, ses clients, ses employés et les collectivités dans lesquelles il exerce ses activités.



Richard E. Waugh
Président et chef de la direction

Réalisations

Réseau canadien

- Pour la deuxième année d'affilée, la Banque Scotia arrive en tête des grandes banques canadiennes au chapitre de la satisfaction au travail des conseillers financiers. C'est ce que révèle un récent bulletin d'évaluation émis par la publication nationale *Investment Executive*, destinée aux professionnels de l'industrie canadienne des services financiers. Nous nous sommes améliorés dans 10 catégories et avons obtenu la meilleure note dans 11 des 24 catégories, y compris les catégories « directeurs de succursale » et « focalisation stratégique ».
- Grâce à nos produits concurrentiels et à l'excellence de notre service à la clientèle, nous continuons de gagner des parts de marché. En effet, dans le secteur clé des prêts hypothécaires résidentiels, nous avons considérablement accru notre part de marché par rapport à l'an dernier et ainsi dominé tous nos concurrents importants. Par ailleurs, nous avons amélioré notre position dans le domaine des comptes-chèques personnels et des comptes d'épargne, en raison de la popularité du *Maître Compte*[®] – Compte d'épargne à intérêt élevé. Depuis le lancement de ce dernier il y a près de trois ans, notre part de marché a augmenté de façon notable.
- La Banque Scotia a lancé un programme de fidélisation VISA innovateur, le *Réseau StarScotia*^{MC}. Le programme s'applique à toutes les cartes VISA et offre aux titulaires des réductions pouvant atteindre 10 % chez les détaillants participants. Toujours en expansion, le programme compte déjà plus de 200 détaillants répartis dans plus de 1 500 points de vente partout au pays.

Opérations internationales

- Dans les Antilles et en Amérique centrale, l'utilisation des canaux libre-service continue de gagner en popularité auprès de la clientèle, comme en témoignent les 80 000 nouveaux utilisateurs jusqu'à maintenant cette année, alors que nous lançons nos services bancaires par Internet en El Salvador et aux îles Vierges américaines. Dans nos quatre centres de contact des Antilles et de l'Amérique centrale, plus de 425 000 appels ont été traités par notre système de réponse vocale interactive et 320 000 autres ont été acheminés à nos agents. Les centres de contact ont également effectué plus de 32 000 appels de vente au cours du trimestre.
- Le processus de réorganisation du secteur Petites entreprises amorcé en 2003 englobe maintenant huit autres pays de la région des Antilles et de l'Amérique centrale, pour un total de 13 pays. Le processus de demande et d'octroi de crédit a été grandement simplifié et a suscité des réactions très favorables de la part des clients. À ce jour, le tiers de notre clientèle petites entreprises des Antilles et de l'Amérique centrale a tiré profit du nouveau processus.
- Scotiabank Inverlat continue d'affermir son leadership sur les marchés des capitaux mexicains. En effet, elle a agi à titre d'arrangeur principal dans plusieurs opérations de prêt consortial, y compris la syndication d'un prêt de 2,4 milliards

de dollars américains pour le compte de Telmex, ce qui s'avère la plus importante syndication de prêt jamais conclue en Amérique latine. Inverlat a également conservé sa position de tête au Mexique pour ce qui est de l'émission de papier commercial et de titres de créance à court terme. Enfin, elle a reçu le prestigieux mandat de diriger la première émission de papier commercial de Pemex au Mexique.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a obtenu plusieurs distinctions ce trimestre, dont les suivantes : meilleure banque d'affaires au Canada (magazine *Global Finance*), meilleur établissement prêteur au Canada (magazine *Euromoney*) et, pour une deuxième année de suite, meilleur fournisseur de services bancaires par Internet aux entreprises/institutions (magazine *Global Finance*). Ces distinctions sont autant de façons de reconnaître que nous occupons une place de premier plan dans notre secteur, que nous formons une excellente équipe et que nous avons une stratégie bien définie pour aider mieux que quiconque nos clients à réussir sur le plan financier en proposant des solutions répondant à leurs besoins spécifiques.
- Scotia Capitaux a œuvré en tant que conseiller exclusif auprès d'Allstream Inc. lors de l'acquisition de cette firme par Manitoba Telecom Services Inc. pour 1,7 milliard de dollars.
- Scotia Capitaux a eu l'occasion de poursuivre sa collaboration avec le Fonds de revenu Pages Jaunes, qui a encore fait appel à nous à titre d'agent de niveau 1 et de co-chef de file pour sa première émission de billets à moyen terme d'une valeur totale de 750 millions de dollars en avril dernier, puis, plus récemment, pour une émission de parts de fiducie d'une valeur totale de 743 millions de dollars.

Employés et ressources humaines

- Chaque année, en juin, la Banque procède à un sondage de la satisfaction des employés à l'égard de leur milieu de travail. Les résultats de cette année révèlent une augmentation de la satisfaction de notre groupe d'employés, ce qui est à notre avis l'élément clé contribuant à la satisfaction de la clientèle. La note de satisfaction globale des employés s'élève à 82 %, en hausse de deux points comparativement à l'an dernier. Au sein du Groupe Banque Scotia, la Banque a présenté un excellent taux de participation au sondage, 87 % des employés de pratiquement tous les pays dans lesquels nous sommes implantés ayant donné leur opinion, y compris, pour la première fois, des pays de l'Asie-Pacifique.

Notre engagement envers la collectivité

- En juin, la participation a doublé lors de la deuxième édition annuelle de l'événement Rick Hansen – Rouler vers demain présenté par la Banque Scotia et les fonds recueillis à cette occasion se sont élevés à 1,2 million de dollars, soit une augmentation de 75 %. Quelque 28 000 personnes ont parcouru le trajet de 10 kilomètres en fauteuil roulant, en vélo, en patin, à la course ou à la marche au profit des personnes souffrant de traumatisme médullaire.

Rapport de gestion

Performance financière du Groupe

Au troisième trimestre, la Banque a affiché de bons résultats dans tous ses secteurs d'activité, ce qui représente un maintien de la tendance du premier semestre de l'année. A aussi contribué aux résultats la baisse de la provision pour créances irrécouvrables au troisième trimestre, qui a été à son plus bas niveau trimestriel depuis cinq ans. Par conséquent, le revenu net pour la période de neuf mois s'est élevé à un niveau record et la Banque a réalisé des gains malgré l'effet négatif de l'appréciation du dollar canadien.

Revenu total

Le revenu total (sur une base de mise en équivalence fiscale) du troisième trimestre s'est élevé à 2 569 millions de dollars, comparativement à 2 639 millions de dollars au même trimestre l'an dernier. Ce résultat s'explique principalement par un revenu d'intérêts net en dollars canadiens moins élevé et par l'effet négatif de la conversion des devises.

Par rapport au trimestre précédent, le revenu total a diminué de 238 millions de dollars, essentiellement en raison des gains plus élevés réalisés au trimestre précédent sur la vente de valeurs détenues aux fins de placement, dont un gain de 125 millions de dollars sur la vente d'une partie de l'investissement de la Banque dans la Shinsei Bank au Japon.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, le revenu total s'est élevé à 7 964 millions de dollars, soit une augmentation de 112 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, malgré une forte réduction de 487 millions de dollars résultant de l'effet de la conversion des devises. Les gains importants sur la vente de valeurs détenues aux fins de placement en 2004 ont le plus contribué à la croissance du revenu total.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) du troisième trimestre s'est établi à 1 534 millions de dollars, en baisse de 96 millions de dollars ou de 6 % par rapport à la même période l'an dernier. Si l'on exclut l'effet de la conversion de devises, le revenu d'intérêts net a diminué de 58 millions de dollars ou de 4 %. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a diminué de 24 millions de dollars.

Le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne s'est élevé à 73 millions de dollars, soit en-deçà du niveau du même trimestre l'an dernier. Ce résultat a été causé par un revenu d'intérêts net moins élevé dans les activités de négociation, des volumes plus importants de titrisation en cours et d'une réduction de la marge nette sur intérêts, causée par le contexte de taux d'intérêt peu élevés. La croissance exceptionnelle du portefeuille de prêts hypothécaires et les gains solides dans les autres secteurs du crédit aux particuliers ont partiellement compensé cette réduction. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne est demeuré inchangé.

L'adoption d'une nouvelle convention comptable canadienne touchant les opérations de couverture pour l'exercice 2004 a provoqué une augmentation au titre du revenu d'intérêts net en monnaie canadienne au troisième trimestre, qui a été largement contrebalancée par une réduction connexe du revenu d'intérêts net en monnaies étrangères.

Le revenu d'intérêts net en monnaies étrangères a été inférieur au niveau atteint au même trimestre l'an dernier mais, si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, le revenu a augmenté de 15 millions de dollars. Cette hausse, attribuable à l'élargissement des marges de financement aux États-Unis et à

un revenu plus élevé dans les Antilles, a été largement atténuée par une demande plus faible et un crédit plus sélectif pour les grandes entreprises. Par rapport au deuxième trimestre, le revenu d'intérêts net en monnaies étrangères a diminué de 24 millions de dollars, principalement en raison d'un changement d'un trimestre à l'autre dans les montants constatés en raison de la nouvelle convention comptable sur les opérations de couverture.

Au troisième trimestre, la marge nette sur intérêts de la Banque s'est établie à 2,15 %, soit une diminution de 13 points de base par rapport à l'an dernier et de 6 points de base par rapport au trimestre précédent.

Pour la période de neuf mois, le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 4 640 millions de dollars, en baisse de 204 millions de dollars ou de 4 %. Si l'on exclut l'effet de la conversion de devises, le revenu d'intérêts net a augmenté de 75 millions de dollars ou de 2 %, malgré une compression de la marge sur intérêts en dollars canadiens.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 1 035 millions de dollars au troisième trimestre, soit une augmentation de 26 millions ou de 3 % par rapport à la même période de 2003. Si l'on exclut l'effet de la conversion de devises, les autres revenus ont augmenté de 55 millions de dollars ou de 5 %. Cette progression résulte largement de gains plus élevés réalisés sur des valeurs détenues aux fins de placement, de commissions liées aux fusions et acquisitions et d'une augmentation des revenus tirés des services de dépôt et de paiement principalement pour les opérations de détail au Canada. Ces augmentations ont été partiellement annulées par les niveaux réduits des revenus de souscription, ce qui témoigne du récent ralentissement des nouvelles émissions, ainsi que par les diminutions des commissions tirées du crédit et des opérations de titrisation. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont fléchi de 17 %, principalement en raison des gains réduits sur les valeurs détenues aux fins de placement. Aussi, les revenus de titrisation ont été moins élevés, en raison du niveau des taux d'intérêt, et les commissions de courtage de détail ont diminué à cause de la baisse de l'activité de la clientèle.

Pour la période de neuf mois, les autres revenus ont augmenté pour s'établir à 3 324 millions de dollars, soit une hausse de 316 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Si l'on exclut l'effet de la conversion de devises, les autres revenus ont augmenté de 524 millions de dollars ou de 17 %, principalement en raison de gains plus élevés sur les valeurs détenues aux fins de placement, ainsi que d'une solide croissance des services de dépôt et de paiement et des revenus tirés du courtage de détail. Toutefois, les frais tirés du crédit ont diminué en raison d'une demande moins forte de la clientèle.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont totalisé 1 472 millions de dollars au troisième trimestre de 2004, ce qui représente une augmentation de 19 millions de dollars ou de 1 % par rapport à la même période en 2003. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 49 millions de dollars ou de 3 %. Cette légère croissance est attribuable à l'augmentation des charges liées aux pensions et des autres dépenses d'entreprise en général.

Les frais ont diminué de 51 millions de dollars ou de 3 % par rapport au trimestre précédent en raison surtout d'une réduction de la rémunération liée au rendement, laquelle est attribuable à des revenus de négociation et des revenus de courtage moins élevés, de même qu'à un contrôle efficace des dépenses.

Pour la période de neuf mois, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 164 millions de dollars ou de 4 %. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 355 millions de dollars ou de 8 % en raison de l'accroissement de la rémunération à base d'actions et des avantages sociaux, et de la hausse des frais d'évaluation et d'acquisition de prêts hypothécaires.

Le ratio de productivité de la Banque – mesure de l'efficacité avec laquelle les frais sont engagés pour produire des revenus – a été 57,3 % au troisième trimestre contre 55,1 % pour le même trimestre l'an dernier et 54,3 % au trimestre précédent. Depuis le début de l'année, le ratio de productivité a été 55,3 % contre 54,0 % pour la même période il y a un an.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de la Banque pour le troisième trimestre a été 20,0 % contre 23,7 % pour la même période il y a un an et 22,7 % pour le trimestre précédent. Ces diminutions découlent surtout du fait que de plus importantes économies d'impôts et de taxes ont été réalisées dans les établissements étrangers de la Banque. Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition réel a été 20,8 % contre 22,9 % en 2003.

Part des actionnaires sans contrôle

La déduction au titre de la part du revenu net de la Banque dévolue aux actionnaires sans contrôle a été de 50 millions de dollars pour le troisième trimestre, en baisse de 19 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier et de 5 millions par rapport au trimestre précédent. La baisse d'une année sur l'autre est attribuable principalement aux diminutions de la part des actionnaires sans contrôle dans Scotiabank Inverlat, la Banque ayant augmenté sa participation dans cette dernière à 97 % plus tôt en 2004.

Dividendes privilégiés

Les dividendes privilégiés versés, lesquels constituent une déduction pour déterminer le revenu net de la Banque revenant aux porteurs d'actions ordinaires, se sont élevés à 6 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse par rapport à 10 millions de dollars pour la même période il y a un an, mais inchangés par rapport au trimestre précédent. Depuis le début de l'exercice, les dividendes privilégiés versés se sont élevés à 32 millions de dollars, en baisse par rapport à 61 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Ces diminutions sont attribuables au rachat des actions privilégiées de série 9 à dividende non cumulatif le 28 avril 2003, et au rachat des actions privilégiées de série 11 à dividende non cumulatif le 28 janvier 2004.

Gestion du risque

Les principales pratiques et politiques de gestion du risque de la Banque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 54 à 63 du Rapport annuel 2003.

Risque de crédit

La qualité du crédit a continué de s'améliorer au cours du trimestre. La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 50 millions de dollars pour ce troisième trimestre, étant donné que des provisions spécifiques de 100 millions de dollars ont été partiellement contrebalancées par une réduction de 50 millions de dollars de la provision générale pour créances irrécouvrables. Il y a donc eu une nette amélioration des provisions spécifiques durant le trimestre si l'on compare aux 200 millions de dollars pour la même période l'an passé et aux 130 millions de dollars pour le trimestre précédent.

En ce qui concerne les opérations canadiennes, la qualité du crédit dans le portefeuille de prêts aux particuliers est demeurée solide, ainsi que l'indiquent les faibles pertes et la stabilité des coefficients des comptes en souffrance. Pour le portefeuille des prêts aux entreprises, la provision spécifique a été relativement peu élevée et va en diminuant depuis les deux derniers trimestres.

La provision pour créances irrécouvrables dans les opérations internationales correspond à seulement 2 millions de dollars pour ce trimestre, ce qui est attribuable à une hausse des reprises de provisions.

À Scotia Capitaux, la provision spécifique a diminué de 104 millions de dollars comparativement au même trimestre l'an dernier et elle est aussi en baisse par rapport au trimestre précédent. Des conditions économiques plus favorables, une progression des bénéfices des grandes entreprises et la rigueur avec laquelle nous avons géré ce portefeuille ont permis à la qualité du crédit de s'améliorer constamment au cours du présent exercice.

Si la provision générale pour créances irrécouvrables a été réduite de 50 millions de dollars ce trimestre, c'est à cause de l'amélioration soutenue de la situation du crédit et du fléchissement des volumes de prêts octroyés par Scotia Capitaux. Si la tendance se maintient pour la qualité du crédit, il pourrait y avoir d'autres réductions de la provision générale.

Le montant net total des prêts douteux, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables (spécifique et générale), s'est inscrit à moins 227 millions de dollars au 31 juillet 2004, ce qui représente une amélioration considérable de 544 millions de dollars par rapport à la même période il y a un an et de 123 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au troisième trimestre de 2004, la VAR moyenne sur un jour est passée à 10,2 millions de dollars par rapport à 9 millions de dollars au même trimestre l'an dernier, en raison principalement d'une augmentation du risque de taux d'intérêt, laquelle a été quelque peu neutralisée par une diminution du risque lié aux actions et au change. Comparativement au trimestre précédent, cette variation découle en grande partie du risque de taux d'intérêt. De telles variations de la VAR représentent un risque de marché des plus raisonnables compte tenu de la taille de la Banque.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003
Taux d'intérêt	10,1 \$	7,0 \$	5,2 \$
Actions	3,4	4,5	6,5
Change	1,3	1,2	2,1
Marchandises	0,7	1,0	0,8
Diversification	(5,3)	(5,5)	(5,6)
VAR totale	10,2 \$	8,2 \$	9,0 \$

Le revenu de négociation a été positif plus de 95 % du temps au cours du trimestre, comparativement à 87 % au trimestre précédent. Aucune perte unique quotidienne n'a excédé la VAR sur un jour.

Risque de liquidité

La Banque gère des liquidités pour s'assurer d'être en mesure de générer ou d'obtenir à moindre coût les fonds requis pour faire

face à ses obligations financières actuelles et futures. Cela suppose le maintien d'actifs liquides suffisants, d'autres ressources de trésorerie et de diverses sources de financement.

La Banque Scotia obtient du financement par l'entremise de nombreuses sources, notamment les dépôts des particuliers et des entreprises, les fonds et les capitaux de gros. La Banque obtient aussi du financement à terme par l'entremise de titrisation de prêts hypothécaires et de prêts personnels.

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. Au 31 juillet 2004, les actifs liquides représentaient 77 milliards de dollars (73 milliards de dollars au 30 avril 2004), soit 27 % du total de l'actif (26 % au 30 avril 2004).

Dans le cadre de ses activités courantes, la Banque nantit des actifs pour garantir une obligation, participer à un système de compensation ou de règlement ou exercer des activités à l'étranger. Au 31 juillet 2004, le total des actifs donnés en nantissement ou vendus selon des ententes de rachat a été le même qu'au trimestre précédent, soit 40 milliards de dollars. La majeure partie de ces actifs est liée à des ententes de rachat, ainsi qu'à des nantissements pour des activités d'emprunt et de prêt de titres.

Bilan

Au 31 juillet 2004, le total de l'actif s'élevait à 287 milliards de dollars, une augmentation de 5 milliards de dollars ou 2 % par rapport au même trimestre l'an passé, et de 3 milliards par rapport au dernier trimestre.

La croissance de l'actif d'une année sur l'autre est attribuable notamment à des gains importants au chapitre du crédit aux particuliers – le volume des prêts hypothécaires résidentiels ayant affiché une hausse de 8 milliards de dollars et celui des prêts personnels et sur carte de crédit de 4 milliards de dollars – de même qu'à une hausse de 6 milliards de dollars des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation. Cette croissance a été partiellement contrebalancée par l'effet de la conversion des devises, qui se chiffre à 6 milliards de dollars, et par une diminution de 5 milliards des prêts aux grandes entreprises.

Le total du passif a augmenté de 4 milliards comparativement au trimestre terminé le 31 juillet 2003. Au Canada, les comptes courants ont connu une solide augmentation de 3 milliards de dollars et les dépôts personnels ont poursuivi leur croissance, en particulier grâce au populaire Maître Compte qui a affiché une hausse des dépôts de 4 milliards durant cette période. Cette progression a été partiellement contrebalancée par l'effet de la conversion des devises de même que par une baisse des instruments dérivés de négociation et des valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat.

Au 31 juillet 2004, l'avoir des porteurs d'actions ordinaires s'élevait à 15 milliards de dollars, une hausse de 1 milliard de dollars par rapport à l'année dernière. Cette croissance résulte principalement de la solidité du revenu net, amoindrie par l'effet de la conversion des devises sur l'avoir des actionnaires.

Au cours de la période de neuf mois suivant le 31 octobre 2003, date de la fin de l'exercice de la Banque, le total de l'actif a augmenté de 1 milliard de dollars. Cette progression est surtout attribuable à la croissance du portefeuille des prêts aux parti-

culiers et des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation, croissance qui a été partiellement contrebalancée par une baisse des prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et en Europe et des instruments dérivés de négociation.

Au 31 juillet 2004, le surplus de la valeur marchande par rapport à la valeur comptable du portefeuille de valeurs mobilières détenues aux fins de placement de la Banque s'établissait à 887 millions de dollars, comparativement à 1 007 millions de dollars à la fin du trimestre précédent. Cette réduction résulte principalement de la baisse de la valeur marchande de la participation de la Banque dans la Shinsei Bank, au Japon, et de la réalisation de gains sur la vente de valeurs mobilières détenues aux fins de placement au cours du trimestre.

Gestion du capital

La Banque présente un niveau de capital très solide, grâce à une croissance soutenue depuis plusieurs années. Au 31 juillet 2004, le coefficient de capital de catégorie 1 était de 11,3 %, une augmentation non négligeable de 70 points de base par rapport au même trimestre l'an dernier, et de 10 points de base par rapport au trimestre précédent. Cette progression est attribuable à la solidité des bénéfices et à la faible baisse de l'actif rajusté en fonction du risque.

Le coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif (qui représente le capital-actions ordinaire moins les écarts d'acquisition et les actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque) était de 9,5 % à la fin du troisième trimestre, une augmentation de 80 points de base par rapport à l'an dernier, et de 10 points de base par rapport au dernier trimestre. Ce coefficient demeure supérieur à celui des autres grandes banques canadiennes.

Dividende par action ordinaire

La Banque a versé un dividende de 30 cents par action ordinaire au cours du troisième trimestre, ce qui représente une augmentation de 36 % par rapport à la même période, l'an dernier, et de 20 % par rapport au trimestre précédent. Ces résultats illustrent l'engagement de la Banque dans l'accroissement du dividende et du rendement pour les actionnaires.

À sa réunion du 31 août 2004, le conseil d'administration a approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 30 cents par action ordinaire, payable le 27 octobre 2004 aux actionnaires inscrits au 5 octobre 2004.

Perspectives

Nous demeurons persuadés que nos trois différents secteurs d'activité nous permettront de réaliser des gains solides dans un contexte de croissance économique modérée. Cependant, nous sommes toujours aux prises avec les difficultés que représentent l'appréciation du dollar canadien, le rétrécissement des marges d'intérêt et la faiblesse de la demande de crédit de la part des grandes entreprises aux É.-U. En outre, les importants gains sur les titres réalisés à ce jour, en 2004, ne pourraient pas être maintenus à ces niveaux. Cela dit, avec des gains records depuis neuf mois, nous prévoyons atteindre pleinement les objectifs clés que nous nous sommes fixés pour 2004.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	886 \$	901 \$	866 \$	2 664 \$	2 596 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(70)	(81)	(71)	(243)	(224)
Autres revenus	414	424	399	1 255	1 122
Frais autres que d'intérêts	(805)	(803)	(778)	(2 372)	(2 232)
Provision pour impôts sur le revenu	(136)	(148)	(144)	(423)	(432)
Revenu net	289 \$	293 \$	272 \$	881 \$	830 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	31,4 %	32,7 %	30,8 %	32,1 %	31,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	113 \$	109 \$	102 \$	110 \$	100 \$

1) Voir la note 2 à la page 10.

2) Voir la note 4 à la page 10.

Le Réseau canadien, qui englobe la Gestion de patrimoine, déclare un revenu net de 289 millions de dollars au troisième trimestre, soit une augmentation de 17 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'an dernier. Les gains du Réseau canadien représentent 39 % du revenu net total de la Banque pour ce trimestre, grâce à un RCP de 31 %. D'un trimestre à l'autre, le revenu net a diminué de 1 %.

Pour la période des neuf derniers mois, le revenu net s'est accru de 51 millions de dollars, soit 6 %, pour atteindre 881 millions de dollars, par rapport à la même période l'an dernier.

Le revenu d'intérêts net a connu une modeste progression de 2 % au cours du trimestre, comparativement à la même période l'an dernier, car la forte croissance soutenue du crédit aux particuliers et des dépôts des particuliers et des entreprises a été généralement annulée par la diminution des marges. La croissance des actifs a été principalement attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels dont les soldes se sont accrus de 9,6 milliards de dollars par rapport à il y a un an, incluant une augmentation record de 3,6 milliards de dollars pendant ce trimestre.

Les autres revenus ont augmenté de 15 millions de dollars, soit 4 % comparativement à la même période l'an dernier, ce qui

résulte d'une croissance dans de nombreux secteurs, notamment dans les frais perçus sur les opérations, les frais de gestion de fonds communs et les revenus tirés des opérations de change. D'un trimestre à l'autre, la baisse des autres revenus est attribuable surtout aux revenus plus faibles tirés du courtage de détail en raison d'une réduction du volume des opérations.

La qualité du crédit est demeurée très bonne pour les portefeuilles des particuliers et des entreprises.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 % par rapport au même trimestre l'année précédente. Cette augmentation est attribuable à une hausse de la rémunération au mérite et du coût des pensions. Les coûts plus élevés d'acquisition des prêts hypothécaires et l'augmentation des frais de traitement sont conformes à la croissance des volumes et ont également contribué à l'augmentation des frais.

D'un trimestre à l'autre, les frais n'ont presque pas changé puisqu'une rémunération plus faible liée au rendement a été contrebalancée par des coûts plus élevés d'acquisition des prêts hypothécaires.

Scotia Capitaux

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	230 \$	261 \$	315 \$	745 \$	970 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(28)	(32)	(132)	(131)	(527)
Autres revenus	309	328	330	969	994
Frais autres que d'intérêts	(249)	(268)	(262)	(758)	(741)
Provision pour impôts sur le revenu	(66)	(78)	(58)	(215)	(196)
Revenu net	196 \$	211 \$	193 \$	610 \$	500 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	19,3 %	20,0 %	14,2 %	18,8 %	11,3 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	108 \$	114 \$	116 \$	111 \$	120 \$

1) Voir la note 2 à la page 10.

2) Voir la note 4 à la page 10.

À 196 millions de dollars, le revenu de Scotia Capitaux pour ce trimestre s'inscrit légèrement en hausse par rapport à celui de la même période il y a un an, mais en baisse de 15 millions de dollars (ou de 7 %) par rapport au trimestre précédent. Mais à 19 %, le RCP du trimestre s'avère robuste, puisqu'il se situe bien au-dessus des niveaux atteints ces dernières années.

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2004, le revenu net s'est établi à 610 millions de dollars, soit une forte augmentation de 110 millions de dollars (ou de 22 %) par rapport à il y a un an. Cette hausse est principalement attribuable à la réduction des provisions pour créances irrécouvrables.

Le revenu total a diminué de 17 % au troisième trimestre de 2004 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent à cause de la baisse du volume de prêts et du moindre coût du crédit en Amérique du Nord et en Europe dans le contexte d'une politique d'octroi de prêts plus sélective et d'une plus grande liquidité des marchés des capitaux.

Par rapport au trimestre précédent, le revenu total a baissé de 50 millions de dollars (ou de 9 %), principalement à cause de la baisse des revenus de négociation. Si les produits dérivés ont beaucoup rapporté, les opérations sur devises et métaux précieux n'ont pas atteint les niveaux de rentabilité exception-

nellement élevés de ces derniers trimestres. Les nouvelles émissions d'actions ont par ailleurs été moins fructueuses en raison des conditions difficiles qui ont prédominé sur les marchés. Cependant, les gains générés par les activités de fusion-acquisition, qui ont atteint leur plus haut niveau de ces derniers trimestres, ont généré une part de revenu appréciable.

Les provisions pour pertes sur créances irrécouvrables sont en nette régression : elles ne représentent plus que 28 millions de dollars comparativement à 104 millions de dollars il y a un an, résultat de l'amélioration de la situation de l'ensemble des portefeuilles de prêts aux entreprises, particulièrement aux États-Unis. Les pertes de crédit ont également modestement diminué comparativement au trimestre dernier. Sur la période des neuf derniers mois, les pertes de crédit se sont limitées à 131 millions de dollars, ce qui représente une nette amélioration par rapport à la même période de l'exercice précédent, alors qu'elles s'élevaient à 527 millions de dollars.

Le total des frais autres que d'intérêts a diminué de 5 % par rapport à l'exercice précédent et s'inscrit en baisse de 7 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du fait que la rémunération liée au rendement a pesé moins lourd, corollaire de la baisse des revenus.

Opérations internationales

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	481 \$	513 \$	506 \$	1 442 \$	1 534 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(2)	(18)	3	(27)	(28)
Autres revenus	181	197	174	552	584
Frais autres que d'intérêts	(390)	(426)	(402)	(1 206)	(1 253)
Provision pour impôts sur le revenu	(35)	(44)	(71)	(118)	(198)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(17)	(22)	(35)	(62)	(126)
Revenu net	218 \$	200 \$	175 \$	581 \$	513 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	24,6 %	24,2 %	21,7 %	22,8 %	21,2 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	50 \$	49 \$	50 \$	49 \$	53 \$

1) Voir la note 2 à la page 10.

2) Voir la note 4 à la page 10.

Les Opérations internationales ont enregistré un revenu net de 218 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente une forte hausse de 43 millions de dollars (ou de 24 %) par rapport à l'exercice précédent. Toutes les régions géographiques – Antilles, Amérique latine et Asie – ont contribué à cette excellente performance obtenue malgré les effets désavantageux de l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso mexicain et à de nombreuses devises des Antilles. Comparativement au trimestre précédent, le revenu net a augmenté de 18 millions de dollars (ou de 9 %).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, le revenu net s'est établi à 581 millions de dollars, soit une hausse marquée de 68 millions de dollars (ou de 13 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

La contribution de Scotiabank Inverlat s'est nettement accrue ce trimestre par rapport à l'an dernier à la suite de la prise de participation du début de cette année qui a porté la part de la Banque à 97 % et en raison de la prise en compte des effets positifs de reports de pertes fiscales dans les résultats consolidés. La croissance des activités de Scotiabank Inverlat a par ailleurs

fait croître les gains. Comparativement au trimestre précédent, l'apport de Scotiabank Inverlat, dans la foulée des trimestres de croissance précédents, s'est accru de façon modérée. Le revenu net des autres activités en Amérique latine a été inférieur à ce qu'il était il y a un an du fait des moindres gains réalisés sur la vente de titres des marchés émergents. Les résultats sont toutefois en légère hausse par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net dégagé dans les Antilles est en hausse de 21 % par rapport à l'exercice précédent malgré les effets désavantageux de l'appréciation du dollar canadien, qui a pris de la valeur par rapport à nombre de devises des Antilles. La participation plus importante de la République dominicaine à la croissance des bénéfices a particulièrement contribué à ces bons résultats. De plus, les prêts aux particuliers et les dépôts n'ont cessé de croître dans toute la région. La diminution des dépenses a fait en sorte que le revenu net a été un peu plus élevé que le trimestre précédent.

En Asie, le revenu net a progressé tant par rapport à l'exercice précédent que par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par la diminution des pertes de crédit.

Autres¹⁾

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(131) \$	(182) \$	(132) \$	(412) \$	(466) \$
Provision pour créances irrécouvrables	50	1	–	51	6
Autres revenus	131	300	106	548	308
Frais autres que d'intérêts	(28)	(26)	(11)	(65)	(11)
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾	41	22	57	129	224
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(33)	(33)	(34)	(100)	(87)
Revenu net	30 \$	82 \$	(14) \$	151 \$	(26) \$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	13 \$	14 \$	16 \$	14 \$	17 \$

Les autres secteurs (qui comprennent la Trésorerie de groupe) ont déclaré un revenu net de 30 millions de dollars ce trimestre, comparativement à une perte de 14 millions de dollars pour le même trimestre l'an dernier. Cette amélioration est largement attribuable à la réduction, ce trimestre, de la provision générale pour créances irrécouvrables de 50 millions de dollars.

Comparativement au trimestre précédent, le revenu net a baissé de 52 millions de dollars, cette baisse découlant en grande partie du fait qu'un gain de 125 millions de dollars (81 millions de

dollars après impôt) a été inscrit, au dernier trimestre, à la suite de la cession d'une partie de la participation prise dans la Shinsei Bank. Cette somme a été en partie contrebalancée par la réduction de la provision générale de 50 millions de dollars, ce trimestre. Le revenu d'intérêts net s'est également amélioré d'un trimestre sur l'autre, principalement en raison d'un ajustement des inscriptions effectuées pour respecter de nouvelles règles comptables qui excluent certains instruments dérivés de la catégorie des titres de couverture.

Total

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	1 466 \$	1 493 \$	1 555 \$	4 439 \$	4 634 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(50)	(130)	(200)	(350)	(773)
Autres revenus	1 035	1 249	1 009	3 324	3 008
Frais autres que d'intérêts	(1 472)	(1 523)	(1 453)	(4 401)	(4 237)
Provision pour impôts sur le revenu	(196)	(248)	(216)	(627)	(602)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(50)	(55)	(69)	(162)	(213)
Revenu net	733 \$	786 \$	626 \$	2 223 \$	1 817 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ⁴⁾	19,4 %	21,8 %	17,7 %	20,2 %	17,2 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	284 \$	286 \$	284 \$	284 \$	290 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) La Banque, comme certaines autres banques, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une BMEF. Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôts gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu.

La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 31 juillet 2004 (68 \$), le 30 avril 2004 (65 \$) et le 31 juillet 2003 (75 \$) et des périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2004 (201 \$) et le 31 juillet 2003 (210 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

4) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque affecte des actifs à ses secteurs d'activité selon une méthodologie qui prend en compte le crédit, le marché et le risque opérationnel propre à chacun de ses secteurs. Le rendement des capitaux propres est calculé selon l'actif économique affecté au secteur. L'actif économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à ceux des autres institutions financières.

Données par secteur géographique

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
<i>(Non vérifié)</i>	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu net <i>(en millions de dollars)</i>					
Canada	421 \$	387 \$	375 \$	1 278 \$	1,192 \$
États-Unis	89	91	89	258	204
Autres pays	244	336	205	764	514
Rajustements du siège social	(21)	(28)	(43)	(77)	(93)
	733 \$	786 \$	626 \$	2 223 \$	1 817 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>					
Canada	190 \$	188 \$	177 \$	188 \$	174 \$
États-Unis	19	22	32	22	36
Autres pays	74	74	71	72	76
Rajustements du siège social	1	2	4	2	4
	284 \$	286 \$	284 \$	284 \$	290 \$

Information sur les actions

<i>(en milliers d'actions)</i>	Au 31 juillet 2004¹⁾
Actions privilégiées : Série 12	12 000
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	250
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500²⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750²⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750²⁾
Actions ordinaires en circulation	1 008 181
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	44 365³⁾

1) Au 23 août 2004, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options s'élevaient respectivement à 1 008 271 et à 44 269. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Figurant au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » dans le bilan consolidé.

3) Comportant 14 602 options d'achat d'actions avec composante DPV.

On trouvera plus de détails aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2003 publiés dans le Rapport annuel 2003, et à la note 4 figurant à la page 17 du présent rapport.

Déclarations prévisionnelles Le présent rapport contient des déclarations prévisionnelles qui sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Ces déclarations comprennent notamment des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos attentes à l'égard des résultats (y compris en ce qui concerne la gestion des risques) ou les perspectives relatives à notre exploitation ou aux économies canadienne, américaine et mondiale. On peut aisément repérer les déclarations prévisionnelles en relevant des termes et expressions tels que « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « peut augmenter », « peut fluctuer », de même que d'autres expressions semblables utilisant des verbes au futur ou au conditionnel, par exemple « sera », « devrait », « pourrait » et « voudrait ».

De par leur nature, les déclarations prévisionnelles comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes, d'ordre général et particulier. Les prévisions et autres déclarations prévisionnelles risquent de se révéler inexacts. La Banque conseille aux lecteurs des présents états financiers de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs. Ces facteurs comprennent notamment la conjoncture économique et les activités des marchés financiers au Canada et dans le monde, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les liquidités, l'incidence des modifications apportées à la politique monétaire, l'évolution de la législation et de la réglementation au Canada et dans le monde, l'exactitude et l'intégralité des informations obtenues par la Banque des clients et des contreparties, l'élaboration et le lancement de nouveaux produits et services, la capacité de la Banque à effectuer et à intégrer l'acquisition d'entreprises, la capacité de la Banque à recruter et à conserver des membres clés de la direction, la participation de tiers dans la prestation de composantes destinées à l'infrastructure commerciale de la Banque, les changements imprévus des habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs, les progrès technologiques, les regroupements dans le secteur des services financiers canadien, les modifications sur le plan fiscal, la concurrence, les poursuites intentées contre la Banque, les enquêtes menées par des autorités de réglementation, les événements fortuits tels les séismes, les répercussions de conflits ou d'autres événements sur la scène internationale, y compris les actes de terrorisme et la lutte au terrorisme, et l'anticipation et la gestion par la Banque des risques découlant de ce qui précède. Une part importante des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à engager ses ressources d'autres manières en faveur de grandes sociétés ou industries ou dans certains pays ou régions du monde. Des événements imprévisibles touchant ces emprunteurs, ces industries ou ces pays peuvent avoir des conséquences préjudiciables sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou les liquidités de la Banque. Ces facteurs, dont la liste qui précède n'est pas exhaustive, peuvent entraîner une divergence sensible des résultats de la Banque par rapport aux résultats envisagés dans les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et éventualités, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prévisionnelles. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

De l'information additionnelle sur la Banque, y compris sa Notice annuelle, se trouve dans le site Web SEDAR (www.sedar.com) et sous la rubrique EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (www.sec.gov).

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé des revenus

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 248 \$	2 235 \$	2 473 \$	6 783 \$	7 606 \$
Valeurs mobilières	657	674	718	2 015	2 205
Dépôts à d'autres banques	116	107	111	321	342
	3 021	3 016	3 302	9 119	10 153
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 196	1 101	1 294	3 532	4 011
Débitures subordonnées	29	27	26	82	113
Autres	330	395	427	1 066	1 395
	1 555	1 523	1 747	4 680	5 519
Revenu d'intérêts net	1 466	1 493	1 555	4 439	4 634
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	50	130	200	350	773
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 416	1 363	1 355	4 089	3 861
Autres revenus					
Revenus de cartes	58	53	49	172	146
Services de dépôt et de paiement	169	161	153	485	445
Fonds communs de placement	43	43	41	127	120
Services de placement, de courtage et de fiducie	123	143	116	391	333
Commissions de crédit	150	144	181	440	526
Revenus de négociation	101	105	101	358	394
Services de banque d'investissement	160	183	195	504	508
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	106	247	28	423	93
Revenus de titrisation	17	40	43	85	114
Autres	108	130	102	339	329
	1 035	1 249	1 009	3 324	3 008
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 451	2 612	2 364	7 413	6 869
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et autres prestations au personnel	875	907	877	2 623	2 508
Frais de locaux et de technologie	283	282	295	846	851
Communications	62	60	61	181	190
Publicité et développement des affaires	51	53	48	151	144
Frais professionnels	39	47	30	115	101
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	37	36	38	110	111
Autres	125	138	104	375	301
Perte sur cession des activités d'une filiale	–	–	–	–	31
	1 472	1 523	1 453	4 401	4 237
Revenu avant les éléments ci-dessous	979	1 089	911	3 012	2 632
Provision pour impôts sur le revenu	196	248	216	627	602
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	50	55	69	162	213
Revenu net	733 \$	786 \$	626 \$	2 223 \$	1 817 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées et autres	6	6	10	32	61
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	727 \$	780 \$	616 \$	2 191 \$	1 756 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ¹⁾ (en millions) :					
De base	1 008	1 011	1 010	1 010	1 009
Dilué	1 024	1 028	1 027	1 026	1 025
Revenu net par action ordinaire¹⁾ (en dollars) :					
De base	0,72 \$	0,77 \$	0,61 \$	2,17 \$	1,74 \$
Dilué	0,71 \$	0,75 \$	0,60 \$	2,13 \$	1,71 \$
Dividendes versés sur les actions ordinaires¹⁾ (en dollars)	0,30 \$	0,25 \$	0,22 \$	0,80 \$	0,62 \$

1) Les montants ont été rajustés rétroactivement pour tenir compte du dividende en actions versé le 28 avril 2004 et équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Le dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Au			
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 411 \$	1 417 \$	1 373 \$	1 301 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	16 840	16 668	17 111	15 776
Métaux précieux	2 275	2 627	2 097	2 188
	20 526	20 712	20 581	19 265
Valeurs mobilières				
Placement	18 343	18 377	20 293	19 186
Négociation	46 161	42 184	42 899	40 435
	64 504	60 561	63 192	59 621
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	66 955	63 829	61 646	59 189
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	29 475	28 432	26 277	25 325
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	61 259	62 485	64 313	68 762
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	21 307	21 225	22 648	22 843
	178 996	175 971	174 884	176 119
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	3 242	3 303	3 217	3 498
	175 754	172 668	171 667	172 621
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 494	7 219	6 811	6 956
Terrains, bâtiments et matériel	1 872	1 872	1 944	2 019
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	11 163	13 745	15 308	14 639
Écarts d'acquisition	271	280	270	348
Autres actifs incorporels	246	253	284	282
Autres éléments d'actif	6 060	6 324	5 835	6 409
	26 106	29 693	30 452	30 653
	286 890 \$	283 634 \$	285 892 \$	282 160 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	79 569 \$	79 464 \$	76 431 \$	77 144 \$
Entreprises et administrations publiques	97 478	95 486	93 541	90 398
Banques	24 086	22 691	22 700	22 742
	201 133	197 641	192 672	190 284
Autres				
Acceptations	6 494	7 219	6 811	6 956
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	23 299	22 535	28 686	27 904
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	11 421	9 527	9 219	9 640
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	10 972	12 645	14 758	14 144
Autres engagements	13 094	13 697	14 145	13 463
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 280	2 277	2 326	2 335
	67 560	67 900	75 945	74 442
Débitures subordonnées	2 666	2 686	2 661	2 701
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	550	550	800	800
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 204	3 187	3 141	3 131
Bénéfices non répartis	12 881	12 512	11 747	11 392
Effet cumulatif de la conversion des devises	(1 104)	(842)	(1 074)	(590)
	15 531	15 407	14 614	14 733
	286 890 \$	283 634 \$	285 892 \$	282 160 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour la période de
neuf mois terminée le

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Actions privilégiées		
Banque :		
Solde au début de la période	550 \$	1 025 \$
Actions rachetées	(250)	(475)
Solde à la fin de la période	300	550
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total	550	800
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires :		
Solde au début de la période	3 140	3 002
Émissions	88	145
Rachats aux fins d'annulation	(25)	(17)
Solde à la fin de la période	3 203	3 130
Surplus d'apport : Juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 204	3 131
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	11 747	10 398
Revenu net	2 223	1 817
Dividendes : Actions privilégiées	(22)	(42)
Actions ordinaires	(808)	(626)
Achat d'actions et prime au rachat	(259)	(144)
Autres	-	(11)
Solde à la fin de la période	12 881	11 392
Effet cumulatif de la conversion des devises		
Solde au début de la période	(1 074)	102
Gains/(pertes) de change non réalisés, montant net ¹⁾	(30)	(692)
Solde à la fin de la période	(1 104)	(590)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	15 531 \$	14 733 \$

1) Comprend le montant net des gains/(pertes) de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de 131 \$ ((1370) \$ au 31 juillet 2003) et les gains/(pertes) découlant des activités de couverture de change de (161) \$ (678 \$ au 31 juillet 2003).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (Non vérifié) (en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	733 \$	626 \$	2 223 \$	1 817 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	(51)	292	9	971
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(37)	68	(223)	311
Valeurs détenues aux fins de négociation	(4 405)	(2 323)	(3 374)	(6 973)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	875	(183)	364	(261)
Autres, montant net	560	(1 397)	(524)	(1 128)
	(2 325)	(2 917)	(1 525)	(5 263)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	5 979	3 315	7 514	4 123
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	1 166	(6 998)	(5 233)	(1 428)
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	1 966	498	2 205	1 002
Rachat/remboursement de débetures subordonnées	–	(343)	–	(1 059)
Capital-actions émis	23	67	88	145
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(62)	–	(534)	(636)
Dividendes versés en espèces	(308)	(233)	(830)	(668)
Autres, montant net	(512)	(257)	(360)	(472)
	8 252	(3 951)	2 850	1 007
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(576)	(531)	593	(350)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(5 761)	6 149	(6 782)	2 631
Titrisations de prêts	859	701	2 735	1 828
Valeurs détenues aux fins de placement, montant net	(268)	571	2 833	1 081
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(64)	(21)	(139)	(77)
Autres, montant net ¹⁾	–	(6)	(59)	(471)
	(5 810)	6 863	(819)	4 642
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(27)	(23)	8	(104)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	90	(28)	514	282
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 321	899	897	589
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 411 \$	871 \$	1 411 \$	871 \$
Composition :				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 411 \$	1 301 \$		
Chèques et autres effets en circulation, montant net	–	(430)		
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 411 \$	871 \$		
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	1 462 \$	1 727 \$	4 899 \$	5 438 \$
Impôts sur le revenu	135 \$	24 \$	571 \$	311 \$

1) Représente un investissement dans des filiales.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003. Les conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, sauf pour ce qui est des éléments traités dans la note 1. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Nouvelles conventions comptables :

Opérations de couverture

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté la nouvelle note d'orientation concernant les relations de couverture, publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité quant à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses et moins informelles que les normes antérieures. Les revenus et les frais relatifs aux instruments dérivés désignés admissibles à la comptabilité de couverture conformément à la note d'orientation sont constatés dans l'état consolidé des revenus au cours de la même période que l'élément couvert. Les instruments dérivés (non négociés) qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur dans le bilan consolidé et toute variation subséquente de la juste valeur est constatée dans l'état consolidé des revenus de la façon suivante : les contrats de taux d'intérêt sont constatés dans le revenu d'intérêts net, les options ayant servi à la gestion des placements en valeurs mobilières donnent lieu à un gain net sur valeurs détenues aux fins de placement, et les autres contrats de dérivés dans la rubrique « Autres revenus », au poste « Autres ».

La Banque a réévalué ses relations de couverture en date du 1^{er} novembre 2003, et l'opération a donné lieu à une perte nette non matérialisée de 44 millions de dollars. Ce montant a été reporté dans les autres éléments d'actif, au bilan consolidé, et est constaté dans l'état consolidé des revenus dans la mesure où les éléments couverts à l'origine ont une incidence sur le revenu net. L'adoption de cette note d'orientation n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats d'exploitation de la Banque.

Principes comptables généralement reconnus

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a, tel qu'il était requis, adopté de façon prospective la nouvelle norme de l'ICCA concernant la présentation de l'information financière. Cette norme (chapitre 1100) définit le contexte des PCGR du Canada et précise que les pratiques du secteur ne sont plus considérées comme une source acceptable de PCGR. Les modifications suivantes apportées aux principes comptables en raison de l'adoption de cette norme n'ont pas eu d'effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Banque.

Coûts de développement de logiciels

Depuis le 1^{er} novembre 2003, certains coûts engagés pour le développement de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile du logiciel. Auparavant, ces coûts étaient passés en charges au moment où ils étaient engagés.

Actions ordinaires

La filiale de courtage de la Banque, conformément aux dispositions de la Loi sur les banques, négocie les actions de la Banque. Avant le 1^{er} novembre 2003, celles-ci étaient comptabilisées à titre de valeurs mobilières aux fins de négociation. Depuis le 1^{er} novembre 2003, les actions de la Banque négociées sont comptabilisées à titre d'opérations portant sur les capitaux propres dans l'avoir des actionnaires.

Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Avant le 1^{er} novembre 2003, les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires étaient reportés par la Banque et amortis sur la durée restante du prêt initial. Au 31 octobre 2003, un montant de 75 millions de dollars a été passé en charges au titre du remboursement anticipé de prêts hypothécaires dans la rubrique « Autres engagements ». Depuis le 1^{er} novembre 2003, la Banque constate les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu d'intérêts, sauf lorsque de légères modifications (déterminées par un test de la valeur actuelle des flux de trésorerie) ont été apportées au prêt hypothécaire, auquel cas ces frais continuent d'être reportés et amortis. Le report et l'amortissement de la majorité des frais liés au remboursement anticipé se poursuivent.

Autres

La Banque continue d'évaluer la présentation de certains soldes d'actif et de passif au bilan consolidé. On ne prévoit pas d'incidence importante de ce changement sur les états financiers consolidés.

2. Changements comptables futurs : Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

En mars 2004, l'ICCA a produit un projet de modification de la note d'orientation comptable concernant les EDDV publiée en juin 2003, afin d'harmoniser celle-ci avec les modifications apportées en décembre 2003 aux normes comptables des États-Unis concernant les EDDV. Selon les modifications, la Banque ne prévoit pas consolider la plupart des fonds communs de placement qu'elle commandite, ni ses fiducies personnelles et corporatives. Outre ce changement, la présentation de l'effet prévu sur les états financiers décrit dans la note 2 afférente aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 continue de s'appliquer. Étant donné que des questions concernant la mise en application de cette nouvelle note d'orientation sont soulevées et que des modifications y sont apportées, son incidence estimative peut aussi changer.

Passif et capitaux propres

En janvier 2004, l'ICCA a publié une nouvelle prise de position visant à modifier la comptabilisation de certains instruments financiers qui présentent à la fois des caractéristiques d'un élément de passif et d'un élément de capitaux propres. Selon cette prise de position, certaines obligations contractuelles pouvant être réglées au moyen d'un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'émetteur, au choix de ce dernier, doivent être présentées à titre d'élément de passif plutôt que de capitaux propres. Ce changement comptable doit être appliqué rétroactivement, avec retraitement des montants correspondants, et s'applique aux états financiers intermédiaires de la Banque à compter du 1^{er} novembre 2004.

La Banque prévoit que l'émission d'actions privilégiées d'une valeur de 250 millions de dollars par la Société de placement hypothécaire Scotia et de titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 2 milliards de dollars seront reclassés, passant ainsi des postes « Avoir des actionnaires » et « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales », respectivement, au passif. Ce changement n'aura pas d'incidence sur les ratios de capital de la Banque, le surintendant des institutions financières du Canada

ayant confirmé que les titres déjà émis en vertu de ces structures fiduciaires continueront de faire partie du capital de catégorie 1 admissible.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs sont présentés dans les tableaux des résultats des unités d'exploitation des pages 8 à 10.

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 28 janvier 2004, la Banque a racheté des actions privilégiées de série 11 à dividende non cumulatif pour un montant de 250 millions de dollars. Ces actions ont été rachetées à un prix de 26 \$ par action, prix qui comprend une prime de 1 \$ par action.

Le 28 avril 2004, la Banque a versé un dividende en actions équivalant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation aux actionnaires ordinaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 avril 2004. Un tel dividende a le même effet qu'un fractionnement à raison de deux actions pour une. Les chiffres du présent rapport en ce qui a trait au nombre d'actions ordinaires de même qu'à tous les montants par action ont été rajustés rétroactivement.

Au cours du premier trimestre, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat. À la suite du versement du dividende en actions, le nombre d'actions dont le rachat est autorisé a été rajusté à 50 millions, c'est-à-dire environ 5 % des actions ordinaires de la Banque en circulation. L'offre se terminera le 5 janvier 2005 ou à la date à laquelle la Banque aura acquis les actions pour le montant visé, selon la plus rapprochée de ces éventualités. Au cours du dernier trimestre, la Banque a racheté 1,7 million d'actions ordinaires au prix moyen de 35,45 \$ l'action. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, 7,9 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 34,63 \$ l'action.

5. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation grâce à la création de titres hypothécaires. Le gain net sur cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations a été constaté au titre des revenus de titrisation dans l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Produit net en espèces	859 \$	909 \$	701 \$	2 735 \$	1 828 \$
Intérêt retenu	23	32	33	82	71
Engagement de service retenu	(6)	(5)	(4)	(18)	(11)
	876	936	730	2 799	1 888
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	871	908	704	2 754	1 846
Gain net sur cession	5 \$	28 \$	26 \$	45 \$	42 \$

6. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente les variations des provisions pour créances irrécouvrables :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Solde au début de la période	3 317 \$	3 270 \$	3 995 \$	3 580 \$	3 848 \$
Présentées avec les valeurs mobilières	-	-	-	(363)¹⁾	-
Radiations	(117)	(140)	(258)	(434)	(580)
Recouvrements	46	33	40	119	119
Provision pour créances irrécouvrables	50³⁾	130	200	350²⁾³⁾	773
Autres, y compris le redressement de change	(40)	24	(81)	4	(264)
Solde à la fin de l'exercice ²⁾³⁾	3 256 \$	3 317 \$	3 896 ⁴⁾ \$	3 256 \$	3 896 ⁴⁾ \$

1) Depuis le 1^{er} novembre 2003, la provision risque-pays liée aux valeurs détenues aux fins de placement n'est plus constatée dans la provision pour créances irrécouvrables et est imputée à la rubrique « Valeurs mobilières – Placement ».

2) Au 31 juillet 2004, un montant de 14 \$ (14 \$ au 30 avril 2004; 0 \$ au 31 juillet 2003) a été constaté à la rubrique « Autres engagements ».

3) Au 31 juillet 2004, la provision générale pour créances irrécouvrables s'établissait à 1 425 \$ (1 475 \$ au 30 avril 2004; 1 475 \$ au 31 juillet 2003).

4) Comprend la provision risque-pays liée aux valeurs détenues aux fins de placement de 398 \$ qui a été imputée à la rubrique « Valeurs mobilières – Placement ».

7. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs des employés comprennent des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite, des avantages postérieurs à l'emploi et des absences et congés rémunérés. Voici un sommaire des charges pour les principaux régimes de la Banque¹⁾.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Charges au titre des prestations					
Régimes de retraite	21 \$	22 \$	6 \$	65 \$	18 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	26	26	23	78	67
	47 \$	48 \$	29 \$	143 \$	85 \$

1) D'autres petits régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés suffisamment importants pour qu'il en soit tenu compte dans la présente note.

Information à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2004

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
6 janvier	28 janvier
6 avril	28 avril
6 juillet	28 juillet
5 octobre	27 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le mardi 31 août 2004 à compter de 15 h HAE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-3911 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur la page « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 31 août au 14 septembre 2004, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 21080533, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253
Télécopieur : 1 888 453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 962-4284

Coagent de transfert (Royaume-Uni)¹⁾
Computershare Investor Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bedminster Down
Bristol BS99 7NH
United Kingdom
Téléphone : +44 870 702 0003
Télécopieur : +44 870 703 6101

1) Depuis la fermeture des bureaux le 30 mars 2004, les actions ordinaires de la Banque ne sont plus cotées à la Bourse de Londres et ne figurent plus sur la liste officielle de la UK Listing Authority.

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le :

Secrétariat général
Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public and Corporate Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

